

Jubilés et histoire suisse : une histoire de qui et pour qui?

Autor(en): **Guzzi-Heeb, Sandro**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **23 (2016)**

Heft 1: **Masse, Märkte und Macht in der Geschichte des Sports = Masse, marchés et pouvoir dans l'histoire du sport**

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-650816>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Jubilés et histoire suisse

Une histoire de qui et pour qui?

Sandro Guzzi-Heeb

Les pièges de la droite nationaliste

Pendant cette nouvelle année de jubilés et de commémorations, les grands «mythes» de l'histoire suisse, comme ceux de la défaite de Marignan et de l'origine de la neutralité suisse, ont connu une renaissance. Cela, comme nous le verrons par la suite, en raison notamment de la contribution très médiatisée d'éminents historiens qui se sont attelés à démasquer ces clichés, en les confrontant aux résultats de la recherche historique. En même temps, les mythes ont subi une révision cosmétique pour s'adapter à la nouvelle conjoncture politico-culturelle. Il est désormais en vogue d'admettre publiquement que les récits héroïques ne reflètent pas la réalité – loin de là – mais qu'ils font partie de notre culture nationale et qu'ils nous transmettent ainsi des significations importantes. C'est ce que la présidente de la Confédération Simonetta Sommaruga a affirmé lors de la commémoration officielle de la bataille de Marignan, le 12 septembre. Le même avis avait été également formulé par Christoph Blocher et d'autres commentateurs.¹ Un bon compromis helvétique, qui accorde tout le monde, mais qui ne va pas sans poser de problèmes. Que les mythes fassent partie de notre culture – au même titre que les contes de fées, les chansons de Francine Jordi ou les films d'Ursula Meier – est une lapalissade, mais cela ne nous emmène pas plus loin. Le problème, comme toujours, est celui de l'interprétation du sens du récit, mais aussi celui de sa confrontation avec les réalités historiques.

Cela vaut pour toutes les productions culturelles. Le psychanalyste Bruno Bettelheim nous a montré que les contes de fées forment des récits de valeur inestimable, en l'occurrence indispensables au développement de la personnalité de l'enfant.² Le problème reste celui de l'utilisation de ces textes. Indépendamment de leur valeur, si une femme s'identifie pendant toute sa vie à Cendrillon ou à Blanche-Neige, son développement personnel ne sera probablement pas idéal. Malgré l'intérêt des récits de la culture populaire, le problème de leur rapport à l'histoire demeure une question incontournable. De ce point de vue, le long et patient travail de déconstruction des grands mythes nationaux par les pro-

fessionnel-le-s de l'histoire est certainement légitime. Le problème est que ce travail est largement inefficace et que, à mon sens, il contribue paradoxalement à reconfirmer l'importance de mythes obsolètes, ou des événements sur lesquels les mythes se construisent.

Depuis des décennies, les historiennes et historiens suisses s'acharnent à démonter les mythes nationaux en dévoilant les mécanismes de leur production. Certains se souviendront à ce propos de la grande exposition de 1998 au Musée national *Die Erfindung der Schweiz / L'invention de la Suisse*, pour ne citer qu'un exemple. Cette opération de déconstruction destinée au grand public a toutefois connu un succès mitigé.³ Dans un même esprit, le livre de Thomas Maissen, qui a lancé le débat en 2015, surtout en Suisse allemande, vise à déconstruire point par point les contes héroïques nationaux exploités par l'UDC, notamment par Christoph Blocher, en les confrontant à une critique historique serrée.⁴ C'est, en soi, une opération légitime. Malheureusement, à cause aussi à l'intérêt suscité, le résultat principal a été de rappeler à l'opinion publique les thèses obsolètes de la droite nationaliste et de donner l'occasion à ses porte-paroles d'une réponse hautement médiatisée. Du point de vue scientifique – comme plusieurs historiennes et historiens l'ont souligné –, le débat était largement dépassé et la discussion a replacé au centre de l'intérêt des thèmes et des approches qui sont mûres pour l'archive.⁵ Il ne s'agit pas d'une attaque contre Maissen, qui a d'ailleurs fait preuve d'un courage admirable. Cependant, la dynamique de la discussion révèle encore une fois un problème crucial: la difficulté de se soustraire aux pièges – très habiles d'ailleurs – de la droite nationaliste.

Le fonctionnement de ce piège de Blocher («Blocher-Falle») a été illustré avec lucidité par plusieurs observateurs, dont l'ex-conseiller national Rudolf Strahm.⁶ Le jeu est plutôt simple: Blocher, ou un autre ténor du parti, lance une provocation sans trop se soucier de son bien-fondé – l'important, c'est le résultat. Les adversaires réagissent immédiatement, certainement animés par les meilleures intentions et souvent avec indignation. C'est une invitation à noces pour les médias qui, de leur côté, en amplifient l'effet en interpellant d'autres personnes prêtes à s'indigner, mais forcément aussi les porte-paroles autorisés de la droite. A la fin, tout cela se révèle être surtout une propagande gratuite de l'UDC auprès de son public, largement imperméable aux fins *distinguos* des intellectuel-le-s. On se souviendra, à ce propos, de la campagne des années 1990 qui attribuait la responsabilité du meurtre d'une jeune femme dans le canton de Zurich à la gauche et aux «gentils» («die Linken und Netten»), trop tolérants face à la criminalité. C'était une évidente manipulation diffamatoire, mais c'était aussi un succès médiatique éclatant qui a assuré à l'UDC une propagande nationale gratuite et retentissante. En cela, l'UDC n'a rien inventé. En Italie par exemple, Silvio Berlusconi a largement basé son succès sur des provocations semblables. Aux

Etats-Unis, Donald Trump exploite des recettes similaires. Le piège, appliqué à plusieurs reprises avec succès, représente un problème stratégique de taille pour les forces progressistes de ce pays qui, en sous-estimant le problème, ont essuyé plusieurs défaites historiques. C'est aussi un problème crucial dans la perspective d'une discussion sur l'histoire nationale, depuis des années colonisée et manipulée par la droite.

Les limites de l'«Aufklärung».

Ce problème nous confronte en même temps avec les limites de l'*Aufklärung*, dans sa multiple signification de «Lumières», mais aussi de l'éducation-information rationnelle et factuelle, un idéal auquel s'inspire le plus souvent le travail scientifique. En effet, l'*Aufklärung* est peut-être efficace dans les milieux intéressés à la «vérité» – quelle que soit sa définition – ou à une connaissance rationnelle de la réalité. Elle est par contre largement inefficace auprès d'une droite qui, traditionnellement, affiche avec fierté son hostilité aux intellectuel-le-s et à leurs subtilités. Mon discours ne se veut pas élitiste: les intellectuel-le-s n'ont certainement pas le monopole de l'interprétation du passé, ni du présent d'ailleurs. Mais il faut être au clair sur le fait que l'objectif central d'un parti tel que l'UDC n'est pas l'information factuelle, ni la résolution rationnelle de problèmes, mais plutôt la conquête du pouvoir par une agitation permanente. Cette agitation est fondée sur des éléments culturels et identitaires nécessairement vagues, mais susceptibles de fonder une communauté émotionnelle forte contre des ennemis, réels ou présumés. Le psychanalyste Peter Schneider a, à mon sens, saisi l'enjeu clé de la question: «Die SVP gewinnt nicht, weil sie so vernünftige Argumente vorbringt, sondern weil sie so unvernünftig ist. Der Einwand, dass sie nichts <zur Lösung tatsächlicher Probleme> beitrage, geht am Phänomen SVP in ganz ähnlicher Weise vorbei wie der Satz, dass Gewalt keine Lösung sei, am Hooligan.»⁷ Dans ce contexte, la critique rationnelle du récit patriotique, loin d'informer et de sensibiliser, est perçue comme une nouvelle attaque qui confirme le sentiment de menace extérieure et renforce indirectement la communauté émotionnelle.⁸ Que les intellectuel-le-s soient presque tous de gauche, de potentiels ennemis prêts à vendre la Suisse au meilleur acheteur, fait d'ailleurs partie de la propagande de la droite au même titre que d'autres légendes. Cette idée, du reste, a été rapidement utilisée contre Maissen, coupable de nourrir des sympathies pour l'Union européenne. Il ne s'agit donc pas de critiquer des historiens qui, comme Maissen ou André Holenstein, s'exposent dans le débat politique. Mais il importe bien au contraire de se demander comment le faire de la manière la plus efficace, sans nourrir indirectement la machine discursive de la droite.

A l'ombre de la nation: les faces cachées

Un aspect frappant du débat déclenché par Maissen réside dans le fait qu'il a été pour l'essentiel limité à la Suisse allemande et n'a mobilisé dans sa première phase que des hommes.⁹ Les quelques contributions provenant de la Suisse latine ont été tardives et ponctuelles; les historien-ne-s de la Suisse romande et du Tessin se sont en général tenu-e-s à l'écart.¹⁰ Cela n'a rien d'étonnant. En effet, l'éternel retour à Marignan ou à Morgarten évoque un complexe étatique qui était essentiellement une confédération alémanique. Dans un camp comme dans l'autre, la plupart des arguments brandis dans le récent débat sur l'histoire nationale ne valent tout au plus que pour les huit, puis 13 cantons – presque exclusivement de langue alémanique – qui constituaient la Confédération jusqu'en 1798. Les Romand-e-s et les habitant-e-s de la Suisse italienne ne représentaient en effet que de simples sujets de leurs diverses «Excellences» qui régissaient les cantons suisses alémaniques. Sans parler des femmes ou d'autres groupes également exclus des droits politiques, qui n'apparaissent jamais comme éléments significatifs de la nation. Francesca Falk a montré dans sa récente contribution pour cette revue à quel point l'histoire nationale a marginalisé l'apport des migrant-e-s dans la construction du pays, s'obstinant de fait à nier leur rôle significatif dans son devenir.¹¹ Cette grande narration «nationale» qui nous est perpétuellement ressassée réduit en fait l'histoire de la Suisse à l'histoire des hommes privilégiés d'origine suisse alémanique, comme si leur destin se confondait avec celui de la «nation».¹² Même constat pour les délicates notions de neutralité, de liberté et de démocratie, anachroniques avant 1798 puisqu'elles n'avaient une signification – si elles en avaient une – que pour une élite restreinte et alémanique.

En fait, avec Marignan et Morgarten et en partie le Congrès de Vienne, les historien-ne-s reprennent et actualisent un agenda de l'histoire de la Suisse qui a été construit par une tradition patriotique et qui est soigneusement entretenu par la droite nationaliste. Cela n'est évidemment pas anodin. En posant les jalons d'une histoire nationale, les jubilés désignent aussi ses protagonistes et ses dimensions centrales. Comme l'a écrit l'historienne Ludmilla Jordanova: "The manner of naming periods contains assumption about where historical agency lies and about what the most formative aspects of a given society are."¹³ En reprenant l'agenda national, axé sur les batailles, les congrès et les traités, la critique de l'historiographie patriotique confirme indirectement la centralité de la périodisation, des catégories et des concepts solidement contrôlés par la droite. En reléguant les sujets, les femmes, les migrant-e-s et les périphéries à la marge...

Dans son article récent dans cette revue, André Holenstein revendique la légitimité d'une telle histoire nationale: «Schweizer Geschichte lässt sich zum andern

auch als die Geschichte der Voraussetzungen und Prozesse auffassen, welche die Herausbildung schweizerischer Staatlichkeit und die Entstehung der Nation Schweiz möglich gemacht haben».¹⁴ Il n'y a rien à objecter à ce propos. L'histoire politique, dans le sens de l'histoire de l'Etat et de la sphère étatique, est certainement un aspect important de l'histoire suisse et générale. Le problème se pose lorsque la fixation parfois obsessionnelle sur la dimension nationale crée l'impression que cette histoire sectorielle constitue l'histoire de la Suisse tout-court. Que Morgarten et Marignan soient *les* événements décisifs de notre histoire et que leurs protagonistes – les élites masculines suisse allemandes, en l'occurrence – aient fait l'essentiel de cette histoire.

Par cette orientation du débat, d'autres aspects essentiels de l'histoire suisse sont de fait évacués ou poussés aux marges du débat public. Je n'entends pas insister sur la question – pourtant essentielle – des femmes et des minorités linguistiques, dont l'absence dans les discussions de 2015 a déjà été soulignée.¹⁵ Ce qui est tout autant grave réside dans le fait que le débat récent soit largement passé à côté de thèmes autrement fondamentaux pour le devenir de l'Etat suisse, étroitement liés à Marignan et à ses conséquences, mais moins populaires dans notre tradition nationale. Je pense notamment aux particularités de l'histoire fiscale des cantons suisses, qui sont pourtant en relation étroite avec le mercenariat et les pensions versées par les puissances européennes pour obtenir le droit de recruter des mercenaires suisses depuis le 15^e siècle, mais de façon accentuée depuis l'époque des guerres d'Italie au 16^e siècle.

Certes, on a évoqué la paix perpétuelle avec la France, le rôle du service mercenaire ou encore les avantages financiers obtenus par la Confédération, mais le plus souvent dans une perspective de critique du cliché de la neutralité qui, à mon sens, passe à côté de l'essentiel. A ma connaissance, il n'y a pas eu de nouvelles réflexions approfondies et originales sur le rôle de la fiscalité exceptionnellement modérée dans les cantons, au sein d'une Europe où la pression fiscale augmentait de façon dramatique pour financer les guerres – y compris les mercenaires suisses – et provoquait conséquemment d'innombrables conflits sociaux et politiques.¹⁶

Pas d'impôt directs, dans les cantons suisses, pas de taille ni de gabelle – l'impôt sur le sel, l'un des plus impopulaires dans les campagnes européennes. Certes, les sujets des multiples «Excellences» dans les cantons suisses n'étaient pas exemptés de toute taxe. En comparaison avec leurs voisins – en France, dans les états italiens ou de l'Empire –, ils vivaient néanmoins déjà avant 1800 dans une sorte de paradis fiscal.¹⁷ Si la Suisse est devenue le pays que nous connaissons aujourd'hui, le facteur fiscal a certainement joué un rôle fondamental, bien plus important – à mon sens – qu'une nébuleuse «identité nationale» que certains historiennes et historiens s'efforcent à nouveau à faire remonter à la nuit des temps.¹⁸

Malgré les nombreux conflits autour des pensions et du mercenariat, les avantages fiscaux, dont une partie des sujets a pu profiter indirectement, a été un facteur de consensus des plus puissants – peut-être même décisif – pour une Confédération ébranlée par d’innombrables conflits et par plusieurs guerres intestines. C’est en tout cas un aspect dont nous devrions parler en évoquant Marignan et la réorientation de la Suisse après cette bataille.¹⁹ Malheureusement, les spécificités fiscales suisses n’ont pas soulevé beaucoup d’intérêt ces dernières années. L’histoire fiscale des cantons à l’époque moderne reste peu pratiquée et les histoires nationales en parlent rapidement, de sorte que les détails demeurent mal connus. Même le livre récent de Holenstein *Mitten in Europa* – d’ailleurs fort intéressant – traitant des liens avec l’Europe et consacrant un chapitre au mercenariat, ne mentionne qu’en survol les conséquences fiscales du phénomène, sans vraiment s’y attarder.²⁰ «Pas d’argent, pas de suisses» (c’est-à-dire pas de mercenaires!), disaient pourtant les Français sous l’Ancien Régime. De ce point de vue-là, le jubilé de 2015 a été une occasion perdue – nonobstant la publication, à l’instar de l’étude *Geld, Krieg und Macht* de Philippe Rogger, d’ouvrages qui auraient mérité plus d’intérêt²¹ – et un exemple flagrant de la façon dont la fixation nationale détourne encore l’attention de problèmes essentiels de notre histoire.

Heureusement d’autres publications destinées au grand public ont partiellement corrigé le tir. Je pense notamment aux cahiers de *NZZ Geschichte* qui, entre autres, ont finalement entamé une nouvelle appréciation de l’importance de Napoléon pour la Suisse – après des décennies pendant lesquelles le rôle de la France avait été systématiquement sous-estimé.²²

Changer l’agenda: au-delà de la petite nation

L’histoire suisse, comme l’histoire en général, est un champ illimité, et toutes les approches sont en soi légitimes. Mais l’histoire, comme l’a rappelé André Holenstein, est aussi un objet de consommation.²³ Et le marché de la consommation, largement influencé par les médias, a ses propres lois. C’est un fait dont il nous faut tenir compte. En réalité, les médias attribuent encore une sorte de monopole à l’histoire politique nationale, alors que d’autres domaines historiques, plus novateurs du point de vue méthodologiques, ne sont pas ignorés en bloc, mais relégués le plus souvent au feuilleton, destiné à un public sélectionné. Un exemple récent est représenté par un long article dans *Das Magazin* dédié à l’ouvrage de Jakob Tanner sur la Suisse du 20e siècle: tout en rappelant la richesse des thèmes évoqués par l’historien zurichois, le journaliste ne se concentre dans l’interview que sur des thèmes politiques, reliés à la grande narration nationale et à l’actualité politique.²⁴

La conséquence est une sorte de scission dans notre conscience du passé. Alors qu'en Suisse les sciences historiques ont désormais atteint un excellent niveau,²⁵ le débat sur l'histoire nationale reste curieusement décalé et lié à un imaginaire fort traditionnel. Les historiennes et historiens suisses ont remarquablement ouvert la discipline par l'adoption de méthodes et de problématiques nouvelles, mais l'histoire nationale demeure dominée par des images et des arguments figés, en partie désuets et issus d'une histoire politique et culturelle avec comme un arrière-goût de 19e siècle.²⁶ Jusqu'à aujourd'hui, cette histoire nationale a eu beaucoup de peine à intégrer des dimensions évidemment essentielles, telles que l'influence de la réforme et de la contre-réforme, de la proto-industrialisation et de l'industrialisation, ou encore de la présence suisse dans le monde et de la place financière, dans un récit politique sur le devenir de la Suisse en tant qu'Etat et nation *sui generis*.

Cela a encore des conséquences fatales sur notre conscience nationale, puisque la sous-estimation des facteurs matériels, «objectifs», de cohésion de la Confédération – tels que la fiscalité modérée – conforte une idéalisation des facteurs volontaires et identitaires d'unité – les aspects du domaine de la *Willensnation*, pour évoquer un autre cliché bien ancré. En prenant position sur le présumé *Historikerstreit* suisse (alémanique), Oliver Zimmer a curieusement reproposé en 2015 une variante du vieux récit du *Sonderfall* politique helvétique, légèrement parfumée à l'histoire sociale. «Versuche der Staatsbildung von oben scheiterten stets am Widerstand der ländlichen Bevölkerung», écrit l'historien suisse basé à Oxford. «Der Schweizerische Bauernkrieg von 1653 spricht diesbezüglich eine deutliche Sprache. Als die Städte Bern und Luzern ihre Herrschaft über das Land zu intensivieren suchten, rebellierten die Untertanen.» Par leur refus systématique, les sages suisses auraient défait le méchant Etat absolutiste, pire encore la «aufgeklärt-absolutistische [...] Staatsidee Frankreichs, die der Imperialist Napoleon mit kriegerischen Mitteln in ganz Europa durchsetzen wollte».²⁷

En s'inspirant des thèses d'Andreas Suter, Zimmer retombe dans une vision idéalisée des spécificités suisses, comme si les Confédérés avaient été les seuls à se révolter contre l'augmentation de la pression étatique. Sans préciser d'ailleurs que si «Leurs Excellences» des cantons souverains se sont passés d'une augmentation sensible de la pression fiscale, ils ont pu se le permettre grâce aux revenus et aux économies directement ou indirectement liés à l'exportation de la guerre par le mercenariat. Cette distorsion «volontariste» de notre conscience nationale est une autre raison centrale pour laquelle nous devons à mon sens essayer de ne pas retomber continuellement à la fois dans l'agenda de la grande narration nationale, exploitée par la droite, et dans son arsenal conceptuel. C'est pourquoi il est essentiel de changer de perspective en proposant d'autres thèmes, d'autres acteurs et actrices, d'autres horizons, d'autres termes.

Cette démarche est également essentielle pour montrer que même l'histoire nationale, dans le sens du devenir de l'Etat et de la nation suisse, n'a pas été faite uniquement de batailles, de traités, de congrès et de réflexions des intellectuels, mais aussi de décisions économiques, de fiscalité, de religion, de produits industriels, de services financiers très discrets et de bien d'autres ingrédients encore. Bien sûr, l'histoire de la fiscalité ou de la proto-industrialisation n'est pas implantée dans la conscience nationale au même titre que Morgarten et Marignan. Mais n'est-ce pas précisément la tâche des historiennes et des historiens, ainsi que des institutions culturelles, des artistes, des intellectuel-le-s en général, d'influer sur cette conscience nationale en essayant de la faire évoluer? Dans le cas inverse, nous restons dans un cercle fermé. Si, comme le suggérait Holenstein, on doit continuellement reposer la question «wie sich denn der Erfolg und die tiefe Verankerung der Jubiläumsereignisse im nationalen Geschichtsbild erklären lassen», on reste prisonnier de cette mémoire figée, colonisée et manipulée; on risque de continuer à parler des mêmes traités et des mêmes batailles jusqu'à la fin des temps.

On dit que chaque génération doit réécrire l'histoire, ou écrire sa propre histoire. La force d'une historiographie – soit-elle nationale ou locale – réside en effet dans sa capacité de poser de nouvelles questions, de proposer de nouvelles images, de nouvelles interprétations, de nouveaux mots, qui répondent aux préoccupations et aux intérêts de son époque. Cette historiographie n'atteindra jamais tous les secteurs de la société: dans tous les pays nous observons des milieux traditionalistes, voire nostalgiques, qui restent émotionnellement attachés à une conception patriotique de l'histoire. Cela n'est pas grave et on ne changera pas cet esprit avec des arguments rationnels. L'important, pourtant, c'est d'offrir des instruments, d'autres concepts, d'autres termes d'identification, aux milieux intéressés à la résolution des problèmes du présent et ouverts face à de nouvelles idées.

Notes

- 1 Voir p. ex. Peter von Matt, «Morgarten könnte auch unter Höhlenbewohnern spielen», *Sonntagszeitung*, 22. 3. 2015. Je suis reconnaissant à mes collègues Simona Boscani Leoni, Karine Crousaz, Miriam Nicoli, Daniel Schläppi et Danièle Tosato-Rigo pour leurs critiques et suggestions.
- 2 Bruno Bettelheim, *Kinder brauchen Märchen*, Stuttgart 1977.
- 3 Schweizerisches Landesmuseum (éd.), *Die Erfindung der Schweiz 1848–1998. Bildentwürfe einer Nation*, Zurich 1998; cf. p. ex. Guy P. Marchal, Aram Mattioli (éd.), *Erfundene Schweiz / La Suisse imaginée. Bricolages d'une identité nationale*, Zurich 1992.
- 4 Thomas Maissen, *Schweizer Heldengeschichten – und was dahintersteckt*, Baden 2015.
- 5 Oliver Zimmer, «Politische Bühne und historischer Strohmännchen», *Neue Zürcher Zeitung*, 8. 4. 2015, <http://www.nzz.ch/meinung/debatte/politische-buehne-und-historischer-strohmanna-1.18517677>.

- 6 Rudolph Strahm, «Kuturkampf in der Blocher-Falle», *Der Bund*, 7. 4. 2015, 10.
- 7 Peter Schneider, «Warum ist die SVP nur so stark geworden?», *Tages-Anzeiger*, 13. 4. 2011, 31.
- 8 Ou, selon Schneider (voir note 7): «Denn jedes sorgfältige Gegenargument und jede moralische Entrüstung lässt die Tabubrüche und Verstösse wider den guten politischen Geschmack in den Augen ihrer Anhänger nur noch geiler erscheinen.»
- 9 Christoph Büchi, «Weshalb Marignano die Romands kaltlässt», *Neue Zürcher Zeitung*, 11. 4. 2015, 12.
- 10 Voir p. ex. les contributions de Yvette Jaggi, Raymond Loretan et Pierre Maudet – qui ne sont pas des historien-ne-s – dans *Le Temps*, 15. 4. 2015, 10.
- 11 Francesca Falk, «Marignano da, Migration dort, Südafrika nirgends», *traverse* 3 (2015), 133–144.
- 12 Je ne suis pas sûr que l’histoire suisse, avant 1798, puisse être traitée en termes nationaux; il serait probablement plus utile de voir la Confédération comme un «successful multinational State» – mais cette discussion dépasse largement les limites de cette contribution. Cf. Nenad Stojanovic, «Swiss Nation-State and its Patriotism. A Critique of Will Kymlicka’s Account of Multinational States», *Polis* 11 (2003).
- 13 Ludmilla Jordanova, *History in Practice*, Londres 2000, 114–140. Ainsi l’historienne Joan Kelly se demandait déjà en 1977 si les femmes avaient eu une Renaissance, la périodisation traditionnelle s’orientant exclusivement à l’histoire des hommes Cf. J. Kelly, «Did Women Have a Renaissance?», in Renate Bridenthal, Claudia Koonz (éd.), *Becoming Visible. Women in European History*, Boston 1977.
- 14 André Holenstein, «Geschichtsbilder in Gerede und Gebrauch. Beobachtungen im schweizer-geschichtlichen Jubiläum 2015», *traverse* 3 (2015), 126–132, notamment 130.
- 15 Sandro Guzzi-Heeb, «Marignano, Mythen und fremde Richter», *Neue Zürcher Zeitung*, 15. 4. 2015, www.nzz.ch/meinung/marignano-mythen-fremde-richter-1.18522873; Brigitte Studer, «Was ist Schweizer Geschichte?», *Neue Zürcher Zeitung*, 23. 4. 2015, www.nzz.ch/meinung/debatte/was-ist-schweizer-geschichte-1.18527729.
- 16 Voir à ce propos Andreas Suter, *Der schweizerische Bauernkrieg von 1653. Politische Sozialgeschichte – Sozialgeschichte eines politischen Ereignisses*, Tubingue 1997.
- 17 Sur la politique fiscale de la Suisse moderne voir p. ex.: Martin Körner, *Solidarités financières suisses au XVIIe siècle*, Lausanne 1980; Martin Körner, «The Swiss Confederation», in Richard Bonney, *The Rise of the Fiscal State in Europe, c. 1200–1815*, Oxford 1999, 327–57; Martin Körner, *Luzerner Staatsfinanzen 1415–1798. Strukturen, Wachstum, Konjunkturen*, Luzern 1981; Stefan Altorfer-Ong, *Staatsbildung ohne Steuern. Politische Ökonomie und Staatsfinanzen im Bern des 18. Jahrhunderts*, Baden 2010; Urs Kälin, «Salz, Sold und Pensionen», *Der Geschichtsfreund* 149 (1996), 105–124; cf. Christian Windler, ««Ohne Geld keine Schweizer»: Pensionen und Söldnerrekrutierung auf den eidgenössischen Patronagemärkten», in Hillard von Thiessen, Christian Windler (éd.), *Nähe in der Ferne. Personale Verflechtungen in den Aussenbeziehungen der Frühen Neuzeit* (Zeitschrift für Historische Forschung, Beiheft 36), Berlin 2005, 105–133.
- 18 Randolph Head, «Unerwartete Veränderungen und die Herausbildung einer nationalen Identität. Das 16. Jahrhundert», in Georg Kreis (éd.), *Geschichte der Schweiz*, Bâle 2014, 193–246. Il faudrait au moins expliquer ce qu’est une identité «nationale» avant qu’on puisse parler de nations au sens actuel (cf. note 12). Head ne traite pas non plus des conséquences fiscales de Marignano et du mercenariat.
- 19 Sur les lacunes de l’historiographie fiscale de la Confédération voir p. ex. le compte rendu de Daniel Schläppi, «Georg Kreis (Hg.), Die Geschichte der Schweiz, Basel 2014», *Historische Zeitschrift* 301 (2015), 149–153, notamment 152; pour l’époque contemporaine voir Christophe Farquet, «Le marché de l’évasion fiscale dans l’entre-deux-guerres», *L’Economie politique* 54 (2012), 95–112, notamment 95–97.
- 20 André Holenstein, *Mitten in Europa. Verflechtung und Abgrenzung in der Schweizer*

- Geschichte*, Baden 2014, notamment 149–152. Ce volume mériterait une discussion plus approfondie, qui n'est pas possible ici. Cf. Thomas Maissen, *Geschichte der Schweiz*, Baden 2010, 120 s. («Ein Staat ohne Steuern»).
- 21 Philippe Rogger, *Geld, Krieg und Macht. Pensionsherren, Söldner und eidgenössische Politik in den Mailänderkriegen 1494–1516*, Baden 2015.
 - 22 *NZZ Geschichte* 1 (2015); notamment Thomas Maissen, «Napoleon – Erfinder der modernen Schweiz», *ibid.*, 26–34.
 - 23 Guy P. Marchal, *Schweizer Gebrauchsgeschichte. Geschichtsbilder, Mythenbildung und nationale Identität*, Bâle 2006, cité dans Holenstein (cf. note 14), 126.
 - 24 Daniel Biswanger, «Der Historiker Jakob Tanner hat eine grosse Geschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert geschrieben [...]», *Das Magazin*, 12. 9. 2015, 35–41. Cf. Jakob Tanner, *Geschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Munich 2015.
 - 25 Jakob Tanner, «Die Schweizer Geschichte floriert», *Neue Zürcher Zeitung*, 9. 1. 2015, 15.
 - 26 Une image qui se perpétue dans des publications récentes: voir p. ex. *L'importanza di essere Svizzera. Miti e fatti di un'eccezione europea = Limes (Quaderni speciali)* 3/3 (2011).
 - 27 Zimmer (voir note 5).